Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Marché conclu

En confiant à un cabinet d'avocats international la rédaction de l'exposé des motifs du projet de loi d'orientation des mobilités, le gouvernement a montré son profond mépris pour nos traditions administratives et politiques.

Acte de pure politique, l'exposé des motifs est "constitutif de la loi", rappelle le vice-président de la commission des lois. En confier l'élaboration à un cabinet privé nourrit le risque de conflits d'intérêts et porte atteinte à la neutralité de l'État.

De plus, sans doute emporté par sa marche en avant vers le marché, le gouvernement a choisi son prestataire au terme d'un appel d'offres dont les conditions posent question selon un rapport parlementaire.

Nullement choqué par ses révélations un rapporteur "marcheur" du projet de loi a justifié cette pratique inédite en France, mais courante dans les pays anglo-saxons, en indiquant que "la raison en est peut-être que le nombre de collaborateurs des ministres a été réduit pour abaisser la dépense publique". La réduction du nombre de fonctionnaires promis par le candidat Macron serait donc en marche au plus haut niveau de l'État. A quand la privatisation de l'Elysée ?

Gilets jaunes

L'exigence de justice

Ecologie

Que faut-il faire ?

p. 4

1914 - 1918

La Grande Guerre des royalistes

p. 6-7

Du 4 au 17 décembre - 48e année - Numéro 1156 - 3, 50 €

Pour un maximum salarial

L'arrestation au Japon de Carlos Ghosn devrait inciter les salariés, syndiqués ou en gilet jaune, à militer pour une réduction radicale des écarts de salaires.

Coup de tonnerre le 19 novembre : Carlos Ghosn, le PDG de Renault, l'homme fort du groupe Renault-Nissan-Mitsubishi, est arrêté par la police japonaise alors qu'il vient d'atterrir à Tokyo. Placé en garde à vue, le patron du premier groupe automobile mondial se voit reprocher d'avoir dissimulé au fisc japonais 39 millions d'euros de revenus et d'avoir pratiqué des abus de biens sociaux.

Carlos Ghosn bénéficie bien évidemment de la présomption d'innocence et il faut attendre pour se prononcer sur les malversations qui lui sont reprochées. Il est cependant permis de noter qu'un homme aussi puissant, placé à la tête d'un groupe complexe dans une ambiance de compétition impitoyable, aurait dû veiller à ne pas donner prise au moindre soupçon. Or l'arrogance brutale du personnage et son train de vie flamboyant mettent aujourd'hui Renault en difficulté et peut-être même en péril.

Sans préjuger des suites judiciaires et industrielles de l'affaire Ghosn, le scandale qui a éclaté au Japon met en lumière un autre scandale, général et légal, qui porte sur les écarts de revenus entre grands patrons et simples salariés. L'an passé, le mensuel *Capital* estimait que le PDG de Renault avait gagné 100 millions d'euros entre 2009 et 2016 et, en 2017, l'éminent personnage n'avait gagné que 13 millions d'euros. Un coup d'œil à la grille des salaires chez Renault nous apprend qu'un agent de production gagne en moyenne 1 618 euros par mois soit 19 416 euros par an. Bien sûr que le rôle et les responsabilités de l'éminentissime patron et du simple ouvrier ne sont pas les mêmes mais un écart aussi vertigineux est injustifiable.

Comme Carlos Ghosn n'est pas un cas isolé mais au contraire un élément représentatif de tout un système, il y a lieu de remettre en cause les inégalités croissantes de revenus.

Car il est évident que les inégalités de revenus sont en très rapide augmentation depuis une vingtaine d'années. Dans un ouvrage qu'il importe de lire ou de relire (1), Gaël Giraud et Cécile Renouard rappellent qu'en 1989 Jacques Calvet, patron de Peugeot, avait provoqué un scandale en augmentant son salaire de 45% pour une somme de 2,2 millions de francs qui représentait alors 35 fois le Smic. En 2002, Jean-Martin Folz, PDG de Peugeot-Citroën, touchait 166 fois le Smic – hors stock-options. En 2015, *Capital* indiquait que les salaires annuels des dix premiers patrons du CAC 40 s'étageaient entre 305 Smic annuels et 958 pour le patron de Sanofi, Carlos Ghosn ne venant qu'en quatrième position avec 415 années de Smic soit 7 251 790 euros pour son salaire chez Renault auquel s'ajoutait son salaire, à peu près équivalent, chez Nissan.

Les défenseurs intéressés de l'aristocratie capitaliste expliquent que ces sommes astronomiques viennent récompenser la prise de risque et les capacités managériales de dirigeants hors du commun. Pourtant, les patrons du siècle dernier se contentaient de beaucoup moins, à responsabilités équivalentes. Pourtant, la rémunération des dirigeants des groupes détenus majoritairement par l'Etat est plafonnée à 450.000 euros par an, alors que leurs fonctions demandent les mêmes capacités. Pourtant, de nombreux patrons surpayés du privé continuent de l'être quand les résultats de leur groupe sont négatifs.

Faut-il laisser faire en « encadrant » les rémunérations par divers mesures inopérantes puisque ce sont les conseils d'administration qui décident – et mettent en minorité l'Etat dans les entreprises où il a des participations comme c'est le cas chez Renault ? Les complaisances et les lâchetés des dirigeants politiques ne feront qu'exacerber les mouvements de révolte car l'exigence de justice est très solidement ancrée dans l'esprit de la très grande majorité des citoyens. Selon les enquêtes d'opinion, ceux-ci demandent que l'écart de revenus soit compris entre 1 et 10. Dans leur livre, Gaël Giraud et Cécile Renouard estiment que le « facteur 12 » serait rigoureux du point de vue de l'activité économique et de l'éthique. Il faut en finir, le plus tôt possible, avec les rapaces.

Annette DELRANCK

(1) Gaël Giraud, Cécile Renouard, *Le facteur 12, Pourquoi il faut plafonner les revenus*, Carnets Nord, 2012, nouvelle édition 2017.

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Marché conclu - P 2 : Affaire Carlos Ghosn : Pour un salaire maximum - P 3 : Partis politiques : Décomposition accélérée - Écho des blogs : Gilets jaunes - P 4 : Ecologie : Que faut-il faire? - P 5 : Argentine : Le naufrage P 6- 7 :Victoire de 1918 : La Grande Guerre des royalistes - Maréchal Francet d'Espèrey, de la Marne à la Macédoine - P 8 : Collaboration : Vichy contre tous les Juifs - P 9 : Idées : Soljenitsyne le juste- P 10 : Essai : Rêves de droite - 1914/1918 : Le regard d'Henry Bordeaux - P 11 : Brèves : Espagne, Roumanie, Wallis et Futuna - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « L'exigence de justice».

Partis politiques

Décomposition accélérée

Tandis que les Gilets jaunes poursuivent leur mobilisation et à quelques mois des élections européennes, les partis politiques de droite et de gauche continuent de s'affaiblir.

Ils se voyaient comme les rois de la fête et ce sont eux qui sont touchés de plein fouet : les députés de La République en Marche sont au cœur de la cible et ils l'ont bien cherché. Envoyés dans les médias pour défendre l'indéfendable, durement interpellés dans leurs circonscriptions, ils sont envahis par le doute sur leur avenir, sur l'avenir de leur gouvernement fantôme et sur celui du Jupiter tombé de son Olympe. Les uns plaident pour un moratoire sur la hausse des carburants, d'autres, plus lucides, comprennent que la révolte est beaucoup plus large mais n'ont pas le courage de s'avouer, ou l'intelligence de reconnaître, que c'est l'ensemble de la politique antiéconomique et antisociale de la macronie qui est à jeter à la poubelle. Marine Le Pen voudrait bien récupérer les Gilets jaunes mais se déclare contre toute hausse du Smic. Nous en reparlerons.

Les socialistes balbutient des critiques et on n'a toujours pas retenu le nom de leur patron mais ce n'est pas grave parce c'est François Hollande qui fait le show en faisant mine d'oublier que les mesures qu'il a voulues pendant son quinquennat – à commencer par la loi El Khomri – étaient du bois ultralibéral dont on fait les flûtes macroniennes. L'ambulance socialiste est cependant plus solide – grâce aux élus locaux – que l'attelage communiste qui s'est donné un nouveau conducteur en la personne de Fabien Roussel. Le nouveau secrétaire national, qui envisage une alliance avec le Parti socialiste en pariant sur sa renaissance (!), aura du mal à libérer son parti de sa gangue communautariste, si du moins il en a la volonté.

La France insoumise, qui ne se définit pas comme un parti mais qui fonctionne sur le mode autoritaire, n'échappe pas à la tornade. Les conflits idéologiques et stratégiques dont nous avons fait état ont éclaté au grand jour courant novembre. Charlotte Girard, l'une des têtes de liste aux européennes, a renoncé à mener cette campagne. L'écologiste Corinne Morel Darleux a démissionné de la direction du Parti de gauche. Djordje Kuzmanovic et François Cocq ont été évincés de la liste pour les européennes et Djordje a démissionné de la France insoumise en appelant, dans *Marianne*, à un « grand rassemblement du peuple français, pour la justice sociale et la souveraineté de la France ».

Sylvie FERNOY

Écho des blogs

Gilets jaunes

Lors de la manifestation du 24 novembre, les médias télévisuels ont consciencieusement désinformé le téléspectateur. Ella Micheletti, journaliste indépendante et cofondatrice du blog *Voix de l'Hexagone* (1) se charge de nous rendre compte de la réalité de cette journée pas ordinaire.

Le décor et l'ambiance : « En ce début d'après-midi parisien, le Champ de Mars est presque désert... car déserté. « Tout le monde reflue vers les Champs ! », lance un militant entre deux âges (…). En effet, l'atmosphère est bien différente sur la célèbre avenue parisienne. Une fumée noire s'échappe d'une barricade de fortune qui vient d'être montée. Au centre, les CRS font bloc, stoïques, statiques, alignés. (…) Tout autour, des centaines de Gilets jaunes avancent, reculent, un pas en avant, deux pas en arrière, trois pas en avant, demi-tour sur le côté. Drôle de ballet où l'on ressent fortement une tension, une détermination des deux côtés, mais pas la haine tant mise en exergue dans la plupart des médias. »

Les manifestants : « Alexandrine et Bruno représentent bien cette immense majorité déterminée, en colère mais pacifique, bien loin des clichés de la bande de manifestants assoiffée de sang. (…) « Ce n'était pas facile pour nous de venir car nous avons des enfants …», commence la jeune trentenaire au sourire pétillant. » (…) « C'est une représentation de la population française. Alors, oui, il y a sûrement des gens d'extrême-droite, mais aussi d'extrême-gauche, il y a de tout et, je l'espère, même d'anciens macronistes déçus. C'est le peuple ! »

Les « casseurs » : « (…) S'ils sont petits par le nombre, ils sont grands par leur capacité de nuisance et surtout leur capacité à discréditer le mouvement aux yeux des médias avides d'une image choc. »

Une colère authentiquement populaire : « Accrochée au pilier d'un feu tricolore, Peggy ne décolère pas. (…) » Tout en tripotant son écharpe (…), Peggy ne mâche pas ses mots : « (…) Nous avons six enfants et nous travaillons comme des chiens avec mon mari ! (…) Ce n'est pas avec une prime de vingt euros qu'Emmanuel Macron va nous avoir ! (…). »

Et pour conclure : « … la majorité des manifestants savent que leurs véritables adversaires, ceux qui ont le pouvoir, (…) ceux qui les jugent, ceux qui tiennent les rênes pour décider du cours de la destinée de millions d'hommes et de femmes, ne se montrent pas (…). C'est le cri de la rue contre le silence des salons feutrés de l'Elysée. »

Loïc de BENTZMANN

(1) https://voixdelhexagone.wordpress.com/2018/11/25/les-gilets-jaunes-ce-sera-une-guerre-dusure/

Que faut-il faire ?

Impossible d'échapper à une première réaction de consternation à entendre la réponse d'Emmanuel Macron aux revendications des Gilets Jaunes. Quoi, c'est cela qu'il appelle une politique de transition énergétique ?

Il y aurait beaucoup à dire sur l'aspect politique de son intervention. Mais puisque les décisions du gouvernement se parent de l'habit de la transition énergétique, qu'il s'en sert pour justifier ses choix, alors, analysons-les en ne gardant que cet objectif en tête. Il y a trois points dans l'argumentaire du président.

- Un point sur l'énergie : fermeture à terme des centrales à charbon, maintien du nucléaire, développement des énergies renouvelables. Ces projets ne sont pas nouveaux, mais il est bon que M. Macron montre qu'il continue de s'y impliquer. Nous ne pouvons qu'y souscrire : la sortie du nucléaire, n'en déplaise aux écologistes, ne sera possible qu'une fois les énergies renouvelables installées et fonctionnelles. Il faut à tout prix éviter de faire comme l'Allemagne, décidant du jour au lendemain de « retourner au charbon ». La question que l'on peut se poser est de savoir si les moyens ont été donnés pour ce transfert d'une source à l'autre : quel effort nouveau le Président a-t-il identifié pour reconquérir ce domaine industriel ? Multiplier par cinq le solaire et par trois l'éolien, très bien, mais comment ? Par qui ? Y aura-t-il un « AREVA Energie-Renouvelable », sans lequel nous resterons de petits artisans dans ce domaine ? Le discours n'en dit rien.

- Un point lié aux revendications des Gilets jaunes : le maintien de la taxe sur le gazole, avec son ajustement trimestriel pour tamponner les aléas des cours mondiaux. Ce projet ressemble étrangement à l'usine à gaz qu'était la TIPP flottante de Lionel Jospin. On peut augurer qu'il aura le même destin. Une proposition inutile donc, mais un message clair : on continuera à taxer les carburants.

- Une Grande Concertation sur la transition énergétique. Encore une ? Les instances mises en place lors de la Transition énergétique n'ont-elles servi à rien ? Et si, au contraire, leurs avis n'ont pas été pris en compte, pourquoi une instance de plus serait-elle mieux entendue ? Déclaration pathétique...

Pourtant il est indispensable de préparer le pays à cette transition énergétique. Et pour cela, renchérir le prix des combustibles est nécessaire, mais n'a de sens qu'inscrit dans une politique « verte » intégrée, avec des incitations et des travaux permettant le basculement des transports individuels vers les transports collectifs. Que devraient être les trois priorités d'une politique de basculement acceptable par le citoyen ?

- Des transports en commun de bonne qualité. Le grand succès des tramways dans toutes les villes où ils ont été installés a montré que l'usager était demandeur. Mais il faut aller plus loin. Des propositions de transports publics gratuits existent, elles sont viables, et s'il faut demander un effort aux citoyens, c'est probablement là qu'il faut le faire. Les transports en commun ont tellement d'avantages pour les villes que leur prix devrait être intégré dans les budgets : l'air est respiré par tous, passagers comme piétons, et améliorer sa qualité est une exigence qui de toutes façons a un coût collectif.

- L'augmentation des prix du carburant. En l'imposant sans contrepartie, le gouvernement provoque la révolte. Pourtant il faut le faire, mais en parallèle avec la politique de développement des transports publics, tant en ville que dans les périphéries semi-rurales. Et puisqu'on en parle, il faut maintenir les péages des autoroutes, pour qu'ils soient dissuasifs ; mais il faut que l'Etat récu-

père cette source de revenus pour l'injecter, encore une fois, dans les transports en commun, en particulier les TER, complètement abandonnés, les trajets entre cités, etc.

- Une politique de la ville qui soit favorable au retour des travailleurs près de leur lieu de travail, d'où ils ont été expulsés par la spéculation immobilière. Ce n'est pas par plaisir que l'on vit dans un environnement pseudo-urbain, qui n'a ni l'attrait de la campagne ni les avantages de la ville : c'est parce que l'on n'a plus les moyens d'habiter en ville.

Une telle politique, sur le moyen-long terme, c'est l'exact contraire de ce qu'a fait le gouvernement en privatisant la SNCF et en détruisant l'outil ferroviaire. Et notre Président et son idéologie financière ne veulent pas en entendre parler. Alors, il ne faut pas s'étonner si tout dialogue avec les Français est rompu.

François VILLEMONTEIX

Le naufrage

L'Argentine, Etat-hôte du G 20, est au bord de l'implosion. Les recettes néo-libérales ont échoué, débouchant sur un retour au dirigisme néo-péroniste.

L'Argentine est revenue dix-sept ans en arrière lorsqu'elle avait touché le fond en décembre 2001. Un prêt de 50 milliards de dollars du Fonds Monétaire International (FMI) en juin n'a pas suffi à rassurer. Une rallonge de sept milliards avec un déboursement immédiat de 36 milliards au lieu de 18 a été accordée le 26 septembre. Toujours en vain. Le peso a perdu la moitié de sa valeur par rapport au dollar, dont 20% en un jour, le 30 août. L'inflation dépasse les 40%, la production industrielle a reculé de 11,5% en septembre. Le taux de pauvreté est passé de 25 à 33%. Comment l'Argentine peut-elle éviter le pire ?

En rompant avec douze années d'ère Kirchner (2003-2007 avec Nestor Kirchner suivi de son épouse Cristina de 2007 à 2015), nouvel avatar du parti « justicialiste » (péroniste), l'Argentine aux élections de novembre 2015 avait changé de cap en élisant un libéral, Mauricio Macri. Celui-ci s'empressa de démanteler l'arsenal dirigiste du précédent gouvernement : contrôle des changes, subventions aux transports et à l'énergie, protectionnisme. Mettant fin au contentieux avec les fonds vautours, il a rétabli l'accès aux marchés financiers internationaux. Cette politique néo-libérale allait à l'encontre des traditions bien établies de l'Argentine, à ses structures profondes, qui ne la prédisposaient pas à une exposition sans retenue aux vents de l'extérieur.

Macri, qui avait créé la surprise en 2015 en étant élu de justesse (51,4% des voix) grâce à une division au sein du courant justicialiste, avait pourtant passé honorablement l'épreuve des élections à mi-mandat en octobre 2017 sans toutefois gagner la majorité dans aucune des deux chambres du Congrès toujours tenues par l'opposition justicialiste. Son prédécesseur, l'ex-présidente Cristina Kirchner, se payait même le luxe de se faire élire sénatrice de l'Etat de Buenos-Aires, ce qui lui conférait une immunité personnelle dans les procès en corruption qui la frappent, mais aussi la replaçait en pole position pour les élections présidentielles d'octobre 2019. Elle n'avait pu se représenter en 2015 ne pouvant prétendre à un troisième mandat consécutif aux termes de la Constitution. Mais elle est tout à fait libre de postuler en 2019 ! En tout cas de l'influencer, comme une faiseuse de roi. Son fils n'est-il pas à la tête des jeunesses du parti ?!

La crise ne devrait toutefois pas attendre un an. Elle est imminente. L'accord avec le FMI a été accueilli par un concert de manifestations (cacarolazos ou concerts de casseroles) et une grève générale le 25 septembre. Le programme d'austérité est si brutal qu'il a conduit le président à la suppression de 13 ministères sur 23, mesure sans précédent qui entame la crédibilité de l'Etat lui-même. Il n'est pas exclu que le président ne survive pas au débat budgétaire de la fin de l'année. La crise pourrait devenir alors institutionnelle. La réunion du sommet du G 20 lui a fourni un répit qui risque d'être éphémère.

L'ironie de l'histoire veut en effet que Buenos Aires accueillait le 30 novembre et le 1er décembre le sommet du G 20. La plupart des économies émergentes subissent peu ou prou la même volatilité financière que l'Argentine quoiqu'à un degré moindre : la Turquie a vu sa monnaie perdre un quart de sa valeur par rapport au dollar mais son économie est plus résiliente que celle de l'Argentine face aux chocs extérieurs. Dans les deux cas, le président s'est opposé à la politique monétaire menée par sa Banque centrale par le truchement du taux d'intérêt plus destinée à attirer ou retenir les capitaux étrangers (sans grand effet face au taux étatsunien) dans le souci de stabiliser la monnaie qu'à soutenir le crédit intérieur au profit tant des entreprises que des consommateurs. Le 25 septembre, le gouverneur de la Banque centrale argentine, un ex-« trader » de Wall Street, a démissionné. Mais il est sans doute trop tard. En Turquie, Erdogan s'est toujours opposé au relèvement du taux d'intérêt. Le gouverneur l'a tout de même fait passer en septembre de 15 à 24%. On est loin certes des 60% du taux argentin. La livre turque a rebondi mais au prix d'une contraction de l'économie. Pour le peso argentin c'est beaucoup plus incertain. Le Brésil, premier client et premier fournisseur de l'Argentine, qui connaît aussi une crise de sa monnaie, le Real, est sur le point de s'engager également dans une thérapie néo-libérale qui, comme en Argentine, va lui aliéner une large partie de la population qui avait profité des réalisations de l'ex-président Lula comme les Argentins des acquis du justicialisme. Il y a quelque parallèle dans les deux situations, Lula et Cristina Kirchner ayant tous deux subi des accusations de corruption qui, quel que soit le fondement de celles-ci, auront permis leur neutralisation, celle de leurs partis et de leurs politiques économiques et sociales. La crise brésilienne aura des contrecoups sur la crise argentine.

Yves LA MARCK

La Grande Guerre des royalistes

Les royalistes ont chèrement payé leur engagement dans la Grande Guerre. Si les chefs militaires se sont couverts de gloire, les jeunes intellectuels et le peuple royaliste ont été saignés à blanc. A l'occasion du centenaire du conflit, nous nous devions d'honorer leur sacrifice.

La Grande Guerre a été gagnée parce que l'opinion française s'est immédiatement ralliée à l'Union sacrée, et les royalistes y ont joué leur rôle. Aux premières heures de la mobilisation générale, leurs journaux – *Le Gaulois*, la *Gazette de France* et *l'Action française* – cessent toute attaque contre le régime et la Maison de France appelle à serrer les rangs autour de l'Etat et de l'armée. Cette attitude de loyauté vis-à-vis du gouvernement et des chefs militaires ne variera plus jusqu'à la victoire.

Si les royalistes ont fait ce choix, c'est par devoir patriotique, mais c'est aussi en cohérence avec l'action qu'ils avaient menée avant-guerre : le vote de la loi de 3 ans, auquel ils ont largement contribué, a permis à l'armée française de doubler ses effectifs face à l'ennemi ; les pouvoirs publics ont pris, à leur instigation, des mesures pour combattre le défaitisme et surveiller les milieux trop proches de l'Allemagne. Sous la pression de leurs députés, le budget de l'armée a été progressivement remis à niveau.

Cette guerre, ils l'ont vu venir depuis longtemps et ils savent qu'elle ne sera pas une partie de plaisir. Ils sont parfaitement renseignés sur la puissance, le niveau d'organisation des empires centraux et le soutien dont ils disposent au sein de leur opinion publique. Et ils connaissent bien les points faibles de la France, les retards accumulés, l'opinion trop longtemps divisée.

Oui, la victoire est au bout du chemin mais elle sera longue à obtenir. La gloire des chefs. L'engagement des royalistes est d'abord un engagement militaire. En 1914, de nombreux cadres de l'armée sont issus des vieilles familles françaises et conservent des sympathies dynastiques. Ce n'est pas un hasard si, sur les huit maréchaux de 14-18, deux d'entre eux – Lyautey et Franchet d'Espèrey – sont des monarchistes convaincus. C'est vrai aussi de la première ligne de commandement

Général de Castelnau.

où émergent de grandes figures : Castelnau, Langle de Cary, Villaret, Lanrezac, d'Urbal, l'amiral Schwerer et beaucoup d'autres.

Ils s'illustrent tout particulièrement dans les armes d'élite : la cavalerie – puis les blindés -, l'artillerie, et bien sûr la marine. C'est à l'un de ces officiers techniciens, le commandant de Rose, que l'on doit la création de l'aviation de chasse française. Les meilleurs pilotes de l'époque – les Guynemer, Navarre, Nungesser – servent sous ses ordres et obtiennent la maîtrise du ciel. Il disparait le 11 mai 1916, lors d'un vol d'inspection, en laissant derrière lui une arme de première valeur qui contribuera brillamment à la victoire. La guerre est aussi une école de chefs. Les futurs cadres royalistes engagés dans la Résistance et la France libre y font leurs premières armes : de Lattre de Tassigny se bat à Verdun et termine la guerre avec cinq blessures, huit citations et la légion d'honneur, Monsabert s'illustre au 1er zouaves, les deux frères Henri et François d'Astier de la Vigerie, Jacques Arthuys, Jean Valette d'Osia, Henri Romans-Petit, Maurice Dutheil de la Rochère, tous militants ou proches de l'Action française, font une guerre remarquable et préparent la suivante.

Le sacrifice d'une élite. En 1914, le royalisme avait retrouvé une nouvelle jeunesse intellectuelle. Une pléiade de talents, venus pour une bonne partie du catholicisme et du nationalisme, ralliaient la vieille bannière à fleur de lys et mettaient ses espoirs dans un renouveau monarchique. La guerre marqua ces jeunes gens d'un véritable signe de sang. La plupart d'entre eux se portèrent volontaires pour se battre en première ligne et disparurent dans les offensives sanglantes de 1914 et de 1915.

L'hécatombe de la *Revue critique des idées et des livres* illustre ce triste constat. La revue regroupait avant-guerre la fine fleur de l'intelligentsia royaliste et rivalisait avec la *NRF* d'André Gide et de Jacques Rivière. Sur trente rédacteurs, dix-sept tomberont dans la boue des plaines de la Marne ou de nos marches de l'est. Parmi eux les poètes Jean-Marc Bernard et Lionel des Rieux, les critiques Pierre Gilbert et André du Fresnois, le jeune écrivain prodige Henri Lagrange, célébré par Bernanos, tous promis à un brillant avenir.

D'autre grands noms s'ajoutent à la liste : l'historien légitimiste Augustin Cochin, celui que François Furet désignera comme un des penseurs les plus originaux de sa génération, tombe, le 8 juillet 1916, à l'assaut

d'Hardecourt. Ses camarades Léon de Montesquiou, Octave de Barral, Marcel Drouet, Joseph Belmont subiront le même sort à la tête de leur section ou en se portant volontaires. Sur les trente-cinq écrivains français tombés à la guerre que recense

Maréchal Franchet d'Espèrey

l'Association des écrivains combattants, une majorité est monarchiste ! Et le peuple royaliste ? Les petits, les sans-grades ? Ils étaient là, et souvent, eux aussi, en première ligne. Les notices publiées dans la presse monarchiste entre 1914 et 1919 permettent d'en mesurer l'importance : 1400 listes, plus de 10.000 morts, plusieurs dizaines de milliers de blessés recensés, une pluie de citations ou de décorations. Parmi eux, tous les métiers : artisans, ouvriers, menuisiers, graveurs, commerçants… et combien de paysans ! Le royalisme des années 1900, un certain royalisme, populaire, rebelle et batailleur, disparaissait avec eux.

***

Dans le beau livre qu'il consacre, après-guerre, aux diverses familles spirituelles de la France combattante, Maurice Barrès fait une place de choix à ceux qu'il appelle les traditionalistes. « Pour eux, dit Barrès, aucune liberté, je veux dire aucune libre respiration, si rien d'allemand pèse sur le territoire et le génie de la France ». Ce fut leur seule raison de se battre et c'est notre devoir de ne pas oublier leur sacrifice. Oui, comme tant d'autres, les royalistes ont bien mérité de la patrie.

Claude ARES

Maréchal Franchet d'Espèrey

De la Marne à la Macédoine

Deux des huit maréchaux de la Grande Guerre ne cachaient pas leurs sympathies royalistes : Lyautey et Franchet d'Espèrey. Nous avons demandé à notre ami Christian Franchet d'Espèrey d'évoquer la mémoire de celui qui fut un des grands artisans de la victoire.

Louis Franchet d'Espèrey est issu d'une famille catholique et royaliste du Forez. Cet héritage a-t-il marqué sa jeunesse ? Comment s'est-il intégré dans une armée très malmenée par la République ?

Fils d'officier, né à Mostaganem au hasard d'une garnison, la défaite de 1870 en fait un futur soldat. La cavalerie ? Peu fortuné, il ne peut détenir un cheval : ce sera donc l'infanterie. En 1900, quand vient le fichage des officiers catholiques, il doit à un camarade de Saint-Cyr, Sarrail, homme de gauche à qui le lie une improbable amitié, d'être envoyé à... Pékin, où les carrières subissent moins de discriminations.

Appelé par Lyautey au Maroc, il y sert brillamment. Puis, dès 1914, il joue un rôle décisif dans la bataille de la Marne...

Ses talents militaires joints à son absence d'ambition « politique » lui vaudront d'être le seul général de la Grande Guerre à avoir été à la tête d'une ou plusieurs armées sans interruption de 1914 à 1918. Hostile aux tenants de l'offensive à tout prix, c'est un adepte de la manœuvre pensée avec audace et appliquée avec rigueur : pour ce royaliste, le modèle est... la campagne d'Italie de Bonaparte en 1795 ! Dès la fin septembre 1914, il voit qu'en France, le front est figé et toute manœuvre impossible. Avec son état-major, il élabore un projet – prophétique ! – d'envoi de 150 000 hommes dans les Balkans et là, de rechercher la faille. Projet approuvé par Poincaré et Viviani, mais torpillé par Joffre en février 1915. Au moment même où débute le désastre des Dardanelles.

En juin 1918, il est nommé à la tête des Armées alliées d'Orient... Pourquoi son offensive surprise dans les montagnes de Macédoine, reste-t-elle aussi méconnue ?

La Bataille de Macédoine est une guerre-éclair : personne ne s'y attend, ni les Allemands, ni Clemenceau, ni Foch, ni les Anglais. Lancée le 15 septembre, achevée le 29 : les Bulgares signent le premier armistice de la Guerre. Constantinople à portée de main, Belgrade libérée le 1er novembre (ce que les Serbes n'oublieront jamais), la route de Vienne, Budapest, Prague et Berlin est ouverte. Tous les plans des uns et des autres sont déjoués. Les Allemands ne voient plus d'issue que dans un armistice : ils le signent dès le 11 novembre. Ainsi échappent-ils à la défaite militaire sur leur sol et à l'occupation de Berlin (c'est Joukov qui s'en chargera en 1945 !) Les Anglais, de leur côté, circonvenant les Turcs, parviennent à nous rouler dans la farine. Et Clemenceau, après avoir fait censurer dans la presse parisienne les récits des correspondants en Macédoine, fait tout pour faire oublier l'action de l'Armée d'Orient. L'événement restera marginal, et encore maintenant, les historiens anglo-saxons font sur lui une impasse quasi totale.

Franchet d'Espèrey s'inquiète, dès le début des années 30, du redressement allemand et de l'affaiblissement de nos forces. Quelle fut son influence et son action auprès des politiques ?

Face à la guerre qui vient, il s'inquiète des menées antimilitaristes dans l'armée dans des conditions qui susciteront des commentaires plus fantasmés que réalistes si l'on s'en tient aux faits avérés. En 1940, il note, consterné, que les Allemands ont appliqué dans les Ardennes un plan voisin du sien en Macédoine. Persuadé dès l'été 1940 que la guerre n'est pas finie, il critique tant Londres que Vichy, mais à la veille de sa mort, en juillet 1942, souhaite encore leur accord secret. *(Entretien avec Christian Franchet d'Espèrey)*

Vichy contre tous les juifs

Récemment reprise par Éric Zemmour, la thèse pétainiste selon laquelle Vichy aurait sacrifié les juifs étrangers pour sauver les juifs français ne résiste pas à l'examen des faits – magistralement établis par Laurent Joly.

Voici que ressurgit la légende d'un Pétain qui aurait été le protecteur de la France et des Français, même juifs, grâce à une stratégie du moindre mal. Dans un livre bref et dense (1), Laurent Joly, excellent spécialiste de l'antisémitisme français, démontre que les justifications présentées par la propagande vichyste pendant la guerre et après la Libération sont insoutenables à tous les sens du mot. A Vichy, on savait que les Français n'étaient pas antisémites et rejetaient le racisme. Pourtant, le clan au pouvoir, inspiré par l'Action française qui réclamait depuis 1911 un statut des juifs, a commencé dès juillet 1940 à pratiquer un antisémitisme hypocrite – par exemple par le biais de la révision des naturalisations – dans la ligne maurrassienne de « l'antisémitisme d'Etat ». Pire : dès septembre, un statut des juifs est rédigé, qui conserve l'antisémitisme « autochtone » mais reprend les critères de la législation nazie – sauf le critère religieux. Or ce premier statut a été adopté sans que les Allemands aient fait pression, pour bien marquer l'engagement vichyste dans une politique de collaboration. Laurent Joly montre ensuite comment les Allemands exploitent les velléités souverainistes de « l'Etat français » et l'antisémitisme frénétique de Xavier Vallat, commissaire général aux questions juives, pour entraîner Vichy toujours plus loin dans la persécution. La politique allemande de « l'aryanisation économique » devient peu à peu une politique française et, dès mars 1941, Xavier Vallat est prévenu du projet de déportation auquel il prête la main puisque le Commissariat général aux questions juives, fait adopter le 2 juin 1941 un second statut des juifs et lance une opération de recensement des juifs qui fournira les fichiers utilisés quelques mois plus tard pour les rafles. Ces rafles sont organisées sous pression allemande mais les autorités d'occupation laissent Vichy procéder aux opérations policières afin de s'exonérer de leur responsabilité aux yeux de la population. Ces rafles sont d'ailleurs d'une efficacité relative : certains policiers préviennent de l'imminence des rafles, d'autres n'enfoncent pas les portes mais il y a aussi dans la police des chefs ambitieux ou fanatiques et des exécutants qui ont peur des représailles…

Il est vrai que les rafles visent principalement des juifs étrangers ou apatrides. Dès juillet 1942, des centaines de juifs français sont jetés dans les trains et les Allemands sont décidés à une élimination complète. A Vichy, Laval et Darlan affirment leur volonté de sauver les juifs français. Pourtant, ils ont laissé arrêter, les 16 et 17 juillet 1942, 4 100 enfants juifs qui sont français et demandé aux Allemands qu'ils soient déportés avec leurs parents … par souci humanitaire ! Quand les Allemands envahissent la zone sud, les arrestations et déportations de juifs français augmentent : des centaines à Marseille après la destruction du quartier du Vieux-Port, un millier à Paris en février 1943… En juin 1943, Laval décide que tous les juifs naturalisés depuis 1927 redeviendront des étrangers mais refuse de les livrer… Simple répit. Le 25 janvier 1944, Laval accepte de remettre aux Allemands les listes de juifs français et étrangers qu'ils réclament. C'est la crainte de réactions populaires – déjà nombreuses et visibles lors des premières persécutions – qui dissuade les Allemands de déporter 30 000 juifs parisiens en juin 1944. Au total, 16% des juifs français furent déportés et 40% des juifs étrangers. « A la veille du débarquement allié, salvateur, écrit Laurent Joly, toutes les conditions étaient réunies pour que le pire se réalise. Si l'occupation s'était prolongée de plusieurs mois, un maximum de juifs auraient été anéantis ». Sur fond d'antisémitisme xénophobe, les lâchetés vichyssoises, ponctuées de quelques sursauts de prudence ou d'orgueil, sont d'autant plus criminelles que l'on connaît de mieux en mieux, à partir 1942, la réalité – non l'ampleur – de l'extermination Dans notre pays laïc, où les juifs étaient bien intégrés et les antisémites très minoritaires, le bilan de la persécution est désastreux. 78 150 juifs ont été tués sur un total de 280 000. Les tribunaux de l'Epuration, dont Laurent Joly dresse un bilan minutieux, ont justement frappé les complices du génocide – Pétain, Laval, Vallat – que nul ne pourra jamais réhabiliter.

Bertrand RENOUVIN

(1) Laurent Joly, *L'Etat contre les Juifs – Vichy, les nazis et la persécution antisémite*, Grasset, 2018. Seul le titre de l'ouvrage est regrettable : ce n'est pas l'Etat, anéantit par le coup de force du 10 juillet 1940, qui était contre les juifs, mais le pouvoir de fait s'intitulant « Etat français ». De Laurent Joly, il faut aussi lire : *Vichy dans la « solution finale »*, Grasset, 2006.

Soljenitsyne le juste

Le centenaire de la naissance d'Alexandre Soljenitsyne est l'occasion de reprendre conscience de l'importance historique d'un écrivain qui, en raison de son œuvre, fut un véritable acteur de la chute de l'empire communiste. Il n'est pas sûr, en effet, que les nouvelles générations aient une connaissance précise de cet extraordinaire phénomène qui surgit au cours des années soixante-dix. La publication de *L'Archipel du goulag* en Occident fut à l'origine d'une révolution intellectuelle. On a oublié l'emprise du communisme comme idéologie justificatrice du totalitarisme stalinien. Certes, à la suite du Printemps de Prague en 1968, nos intellectuels avaient commencé à ouvrir les yeux. Mais le Parti communiste, en France et en Italie, constituait un bloc solide, sans lequel la gauche était dans l'impossibilité d'accéder au pouvoir. François Mitterrand, avec le Programme commun de la gauche, entendait ouvrir une alternance à l'emprise de la droite, et ce ne pouvait être que dans le cadre d'un compromis avec Georges Marchais, l'homme qui considérait que l'expérience soviétique avait été globalement positive.

Quand *L'Archipel* parut, on ne lui fit pas fête à *L'Unité*, l'organe du Parti socialiste. L'auteur était traité de moujik. Mais ledit moujik était en train de bouleverser l'intelligentsia française, simplement parce qu'avec son génie, il imposait enfin la vérité sur l'horreur concentrationnaire du communisme. Toutes les contre-offensives du Parti et de ses alliés allaient se révéler impuissantes. Avec la révélation du Goulag, éclatait l'imposture du progressisme et de sa croyance obligatoire d'un certain sens de l'histoire. Dans un entretien au *Figaro*, Pierre Manent a parfaitement résumé la question : « On peut dire que l'essentiel de la force et de la durée du communisme a tenu à la manière dont il s'est approprié cette idée, l'idée qu'il était dans le sens de l'histoire et qu'il en détenait la science. Si Soljenitsyne put se libérer entièrement de l'attraction du communisme, c'est qu'il sut congédier entièrement l'idée progressiste et replacer au centre de notre attention la distinction entre le bien et le mal qui fait sourire les esprits avancés. La force brisante de Soljenitsyne a tenu d'abord à la manière dont il s'est rendu entièrement libre de la religion du siècle, et donc capable d'apprécier l'ampleur et la profondeur des dommages qu'elle a causés et ne cesse de causer. » (*Le Figaro*, jeudi 29 novembre.)

Sartre était convaincu de sa malfaisance de compagnon de route, dès lors qu'il avait imposé à l'intelligentsia française sa formule mortelle : « Le communisme est l'horizon indépassable de notre temps. » Ses subtilités dialectiques ne faisaient rien à l'essentiel, l'alignement sur le sens de l'histoire. Et ce n'est pas un philosophe politique qui allait lui porter la contradiction victorieuse, mais un témoin armé du génie de sa langue. Un témoin qui est aussi un héros, qui avant de porter le combat sur la scène du monde, s'est imposé à lui-même une radicale ascèse intérieure.

Alexandre Soljenitsyne n'est pas né ennemi du régime et doué d'une solide constitution réactionnaire. À bien des égards, il correspondait à ce terrible *homo sovieticus* que son collègue Zinoviev avait magistralement défini. C'est l'expérience de la vie, celle de la guerre et de la maladie, qui lui permit d'acquérir sa stature intérieure, celle qui lui offrait les ressources morales pour affronter l'ennemi et le combattre victorieusement.

C'est là toute sa singularité. Certes, il est tentant pour nous de l'inscrire dans la continuité littéraire de la Russie d'hier. Mais de ce point de vue, il est sans doute plus proche du Tolstoï de *Guerre et paix* que du Dostoïevski des *Frères Karamazov* auquel on est enclin de l'associer. Sa foi orthodoxe ne fait aucun doute, mais de l'avis des vrais connaisseurs, il n'a pas la sensibilité religieuse de celui qui pourtant le précéda dans l'exploration de ce qu'il y a de démoniaque dans le nihilisme révolutionnaire. Notre ami Olivier Clément avait pourtant envisagé la comparaison, en publiant un essai significativement intitulé : *L'esprit de Soljenitsyne*. Il prenait implicitement pour modèle *L'esprit de Dostoïevski* qu'avait composé en son temps Nicolas Berdiaev, cet analyste souvent génial de l'âme russe. Nul doute que par bien des côtés, Soljenitsyne s'estimait solidaire de cette tradition. Mais l'essentiel de son œuvre se distingue par une volonté de véracité. L'immense entreprise de *La Roue rouge* consiste dans le projet presque surhumain de rendre compte de la façon dont la Russie des Tsars s'est livrée à l'entreprise bolchevique. Ce n'est pas en mystique ni en philosophe qu'il procède mais en analyste politique réaliste, qui n'a rien de machiavélien.

C'est encore Pierre Manent qui désigne le mieux son originalité, en insistant sur l'attention aux exigences propres à l'ordre politique : « Il y a à ses yeux une moralité intrinsèque de l'ordre politique de placer au premier plan de son souci les urgences et exigences du bien commun, et d'accepter le risque inséparable de toute initiative et de tout commandement. » On me permettra d'ajouter simplement que notre journal s'honore d'avoir été parmi les premiers à rendre compte de *L'Archipel du goulag*, alors qu'il n'était pas encore traduit en français, et que c'est grâce à notre ami Luc de Goustine que son auteur fut introduit dans l'édition française.

Gérard LECLERC

Essai

Rêves de droite

Qu'est-ce qu'être de droite ? L'essayiste Jérôme Besnard répond à sa manière par une tableau politique et littéraire d'une sensibilité qui résiste à la marche de l'histoire.

La droite est un songe. Elle est insaisissable et incernable ». Ces formules romantiques ouvrent *La droite imaginaire* (les Editions du Cerf, 2018). Pour trouver les points communs entre le conservatisme de Chateaubriand et la droite de Sarkozy, Jérôme Besnard est allé chercher « l'âme de la droite » dans la nef de l'Eglise Saint Louis des Invalides, panthéon qu'il préfère à « la crypte humide de Saint Denis », mais aussi dans son propre « itinéraire de trente ans ». Passant en revue deux siècles d'histoire, il aligne, comme des soldats de plomb à la parade, ses témoins de « tout un imaginaire de droite, fait de héros et de saints, de livres de chevet et de lieux de mémoire, de films-culte et de partitions musicales ».

C'est Chateaubriand, compatriote de Jérôme Besnard, qui vécut la première crise de la droite française « née de la difficulté à réconcilier la tradition, sans laquelle il n'y a pas de France et la liberté, sans laquelle l'homme moderne n'a que peu de dignité ». Pour illustrer les paradoxes de cette droite, Jérôme Besnard retient notamment le règne de Louis-Philippe, un « authentique moment conservateur » et Napoléon III qui se montra « un néoconservateur avant l'heure ». Quant au « grand refus » du Comte de Chambord, il ne cessera de hanter un général de Gaulle qui, pour se défendre d'être de droite, en a « profondément renouvelé l'imaginaire », s'attirant la sympathie d'écrivains « en rupture de ban avec leur camp », mais qui « se situaient définitivement ailleurs ». Comme se situaient « ailleurs » les écrivains de droite dont l'auteur fait son miel, tels Bernanos, Saint-Exupéry, ou Nimier, mais aussi le « solitaire » navigateur royaliste Alain Gerbault auquel sont consacrées les plus belles pages d'un livre qui évoque aussi Dien Bien Phu et l'Algérie, et même un Giscard en personnage de roman.

Lecteur passionné, Jérôme Besnard veut aussi opposer un démenti formel à ceux qui pensent que « la droite ne s'est jamais remise de la défaite de 2012 ». Revenant sur la campagne de François Fillon, dont il fut acteur, il esquisse les lignes force d'une politique permettant à la France de « réinvestir l'histoire ». Le chemin qu'il montre n'est pas réservé aux hommes de droite. Mais il a été largement tracé par une droite pas tout à fait imaginaire.

Laurent LAGADEC

1914 - 1918

Le regard d'Henry Bordeaux

Officier pendant la Grande Guerre, ce romancier qui fut célèbre a brossé des portraits de chefs militaires et évoqué la France victorieuse dans des pages qui méritent d'être découvertes.

Né en 1870, contemporain de Paul Bourget, son maître en littérature, célèbre avant de tomber dans un oubli aussi profond que l'auteur de *l'Etape*, Henry Bordeaux fut un écrivain très productif et très lu, d'une inspiration conservatrice doucement teintée de catholicisme social. Le général de Gaulle l'estimait et lui envoya le tome II de ses *Mémoires* avec une belle dédicace – « A M. Henry Bordeaux dont l'œuvre a tant nourri mon esprit et mon sentiment » - alors que l'académicien comptait parmi les soutiens de Pétain et voyait en De Gaulle un homme dangereux.

L'écrivain devenu soldat peut être découvert grâce à Dominique Decherf (1) qui présente les pages de guerre et d'après-guerre d'un officier d'état-major brillant et courageux qui fréquente les grands chefs militaires. Henry Bordeaux raconte le retour du roi Albert Ier dans sa patrie, la joie de l'Alsace-Lorraine libérée et l'entrée dans Metz puis dans Strasbourg où un peuple en liesse acclame Poincaré, Clemenceau et les Maréchaux. Le passage du Rhin est martial mais sans les moindres représailles. « Nous ignorons la *schadenfreude*, la joie du mal », dit le général Fayolle… L'officier d'état-major a rencontré Joffre qui est selon lui « l'homme réfléchi qui prépare, l'homme calme qui subit, l'homme obstiné qui croit, l'homme absolu qui commande… ». Il a aperçu Foch, « un terrible homme d'action qui se révèle après trente ou quarante ans de méditation », admire le général Pétain qui craint de devenir un chef politique, car ce serait après un échec, mais qui confie à Henry Bordeaux que s'il devait prendre la responsabilité du pouvoir « il faudrait peu d'homme pour conduire la France. Trop de parlements, de ministres, de comités. Trois peut-être : un triumvirat ». Le coup d'Etat et la dictature de 1940 ont été prémédités. Dans les nombreuses pages qu'il consacre au Liban et à la Syrie, Henry Bordeaux est littéralement enchanté par les nobles cheikhs et les belles orientales qu'il croise en 1922. La guerre s'éloigne. Pour un temps.

Marguerite VICTOR

(1) Dominique Decherf, *La Victoire, dans les mémoires d'Henry Bordeaux*, 1870-1963. Editions France Empire, 2018.

Brèves

Espagne le 24 novembre : Treize universités espagnoles ont publié un manifeste dans le *New York Times* afin de réclamer au roi Philippe VI qu'il organise un référendum sur le maintien des institutions afin de démontrer l'utilité de la monarchie et dans le but de mettre fin aux attaques lancées par le mouvement Podemos.

Roumanie, le 29 novembre : La princesse héritière Margareta a prononcé un discours au Parlement devant les députés et les membres du gouvernement rassemblés à l'occasion du centenaire de la fondation de la Grande Roumanie. « Après un siècle d'existence de la Grande Union, la Couronne roumaine continue de soutenir les aspirations à la démocratie et à la liberté de la nation », a déclaré la fille du roi Michel Ier qui a, par la suite, participé aux festivités organisées le lendemain dans la ville d'Alba Iulia.

Wallis et Futuna, le 30 novembre : Tuiagaifo Lino Leleivai est devenu le 36ème roi d'Alo. Le couronnement a eu lieu quelques semaines après l'abdication du précédent souverain qui a renoncé à son trône électif pour des raisons de santé.

Frédéric de NATAL

Vidéos de la NAR - Les conférences de la saison 2017 - 2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes »

Actualité de la Nouvelle Action royaliste

Famille de France

Photo Danielle Lanoiselée (Fédération nationale des amicales de Chasseurs)

A Lyon le 18 novembre dernier, la princesse Hélène de France était l'invitée d'honneur de la Fédération Nationale des Amicales de Chasseurs et du 7ème bataillon de Chasseurs Alpins* dont elle est la marraine de la commémoration du 173e anniversaire du combat de Sidi-Brahim. La sœur cadette du comte de Paris, chef de la Maison de France, qui est également la sœur du prince François d'Orléans, sous-lieutenant dans ce bataillon de Chasseurs, mort en Algérie le 11 octobre 1960, a assisté une messe à Notre-Dame de Fourvière, puis à la prise d'armes. Le 7ème bataillon de Chasseurs fut créé en 1840 par Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils du roi Louis-Philippe. En 1842, il prend l'appellation de "Bataillon de Chasseurs d'Orléans" en hommage au Prince royal, mort accidentellement.

MERCREDIS DE LA NAR

Le 12 décembre, Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS, viendra nous parler de la situation en Amérique Latine.

Le 19 décembre, Jérôme Besnard nous présentera son livre : *La droite imaginaire.*

Abonnement et adhésion

règlement à l'ordre de :

La Nouvelle Action royaliste

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : .....

Date de naissance : ..... Adresse électronique : .....

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'exigence de justice

Théorisée par les ultralibéraux, concrétisée par les gouvernements de droite et de gauche depuis plusieurs décennies, la violence économique engendre la violence sociale, dans une nation de plus en plus divisée entre riches et pauvres.

Cette violence sociale a été longtemps, trop longtemps contenue. Elle a été canalisée par les grandes manifestations syndicales, dont les gouvernements ne tiennent plus aucun compte depuis l'immense protestation contre la réforme des retraites en 2010. Elle a été orientée vers les immigrés ou supposés tels et le Front national a été pendant 34 ans le grand organisateur de cette opération de diversion, indispensable à la caste dirigeante quand il s'agissait de faire peur les jours d'élection. Avec la révolte des Gilets jaunes, le scandale de l'injustice sociale redevient la question politique essentielle.

Né d'une jacquerie fiscale qui s'est développée en revendication générale sur le pouvoir d'achat, le mouvement qui secoue la France rappelle une vérité fondamentale : le pouvoir politique a pour fonction essentielle de poser les conditions de la justice sociale, sinon il perd sa légitimité. C'est parce qu'ils ignoraient cette fonction que les présidents et les partis dominants ont été tour à tour éliminés. Emmanuel Macron a profité de ce dégagisme et pris le pouvoir « par effraction » comme il s'en est vanté. Puis il a concentré le pouvoir sur sa personne pour mettre plus que jamais le gouvernement au service des riches. Cette hyper-concentration du pouvoir fait qu'il est aujourd'hui directement accusé. La guerre de classe dont il s'est fait l'agent se retourne en guerre ouverte contre sa classe, à juste titre désignée comme bloc oligarchique ou « bloc bourgeois ».

Depuis le 17 novembre, cette oligarchie naguère conquérante va de défaite en défaite. Elle est et se sait ultra-minoritaire, dans la société et dans le corps électoral. De surcroît, Emmanuel Macron est un homme isolé. Nommer Castaner à l'Intérieur, c'est avouer qu'il n'y a aucune réserve de personnalités capables de gouverner. Convier Alain Juppé, François Bayrou et Jean-Pierre Raffarin à un « dîner secret » en vue des élections européennes, c'est avouer qu'on a comme ultime recours un comité de politiciens usés et dévalués quand ils ne sont pas déshonorés.

Face au mouvement populaire parti de la France périphérique et soutenu par une écrasante majorité de Français, la « gouvernance » a essayé des tactiques simultanées : diaboliser les Gilets jaunes en les présentant comme des Chemises brunes, rappeler les manifestants à leurs devoirs écologiques, tenter de noyer la contestation en proposant le dialogue et des mesures d'accompagnement dans une ambiance ponctuée par les déclarations de fermeté, les paroles de mépris et la dramatisation. Avant l'émeute parisienne du samedi 1er décembre, Emmanuel Macron a évoqué des « scènes de guerre ». Ce même samedi en début d'après-midi, les médias parlaient d'insurrection alors que les affrontements pouvaient encore être contrôlés mais on a laissé l'Arc de Triomphe sans protection policière à la différence de *BFM TV*. Quand l'émeute est devenue incontrôlable on a proclamé qu'elle était sous contrôle et, le lendemain, Emmanuel Macron s'est contenté de platitudes sur le maintien de l'ordre et le dialogue. Il espère que les images des dégâts susciteront un parti de l'ordre mais c'est une vision parisienne : il oublie que la France périphérique est le cœur battant de la révolte populaire, fruit de l'abandon et du mépris des « gouvernances » successives. Comment les classes moyennes et populaires pourraient-elles écouter les députés et ministres qui répètent que les « réformes » qu'ils subissent sont bonnes mais qu'elles n'ont pas encore produits leurs effets ?

Les Français qui manifestent depuis trois semaines exigent la justice sociale. Les revendications qui sont publiées sont précises et cohérentes : augmentation du Smic, salaire maximum, impôt sur la fortune et forte progressivité de l'impôt, Sécurité sociale pour tous, protection de l'activité économique nationale… C'est très exactement le contraire des « réformes » ultralibérales voulues par Bruxelles et Berlin, sur lesquelles le président des riches ne veut pas céder. Il est logique de demander la démission d'Emmanuel Macron. Il est indispensable de viser le cœur du système d'injustice afin de détruire, aussi vite que possible, le carcan des traités européistes. Le combat pour la justice ne fait que commencer.

Bertrand RENOUVIN